

ANALYSE

Taiwan : la victoire pleine d'incertitudes de William Lai

vendredi 26 janvier 2024, par [DONNET Pierre-Antoine](#) (Date de rédaction antérieure : 19 janvier 2024).

Les menaces et la désinformation du Parti communiste chinois n'y ont rien fait. Le vice-président sortant William Lai Ching-te, poulain de Tsai Ing-wen qui ne pouvait se représenter au terme de ses deux mandats, a été élu le 13 janvier président de Taïwan avec 40,1 % des voix. Mais il ne s'agit pas d'un triomphe. Le Parti démocratique progressiste (DPP) devra en effet composer avec l'opposition au parlement de l'île du fait de législatives qui annoncent des temps compliqués.

Sommaire

- [ÉQUATION À PLUSIEURS INCONNUES](#)
- [« COMPÉTITION DU SIÈCLE »](#)

Le président-élu William Lai Ching-te et sa vice-présidente Hsiao Bi-khim (à gauche) célèbre la victoire à l'élection présidentielle à Taipei, le 13 janvier 2024. (Source : [Al Jazeera](#))

Jamais sans doute une élection présidentielle à Taïwan n'avait suscité autant d'intérêt à travers le monde. Le gouvernement taïwanais a affirmé le 14 janvier avoir reçu les félicitations de « plus de 50 pays dont 12 alliés diplomatiques ». La victoire de William Lai Ching-te, ancien médecin spécialiste des lésions de la moelle épinière et candidat du Parti démocratique progressiste, a, sans surprise, suscité la colère de Pékin qui a répété son narratif inchangé depuis des années. « *Quels que soient les changements qui surviennent à Taïwan, il est une donnée fondamentale et immuable : il n'existe qu'une seule Chine dans le monde et Taïwan en fait partie* », a ainsi déclaré au lendemain du scrutin un porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères.

« *Taïwan n'a jamais été un pays, a renchéri le chef de la diplomatie chinoise Wang Yi. Ce n'était pas le cas dans le passé, et ce ne le sera certainement pas dans le futur. Si quiconque sur l'île de Taïwan a l'intention d'aller vers l'indépendance, il divisera la Chine et sera sans aucun doute sévèrement puni par l'Histoire et la loi. [Ce vote] n'entravera pas la tendance inévitable d'une réunification avec la Chine.* »

Le président chinois Xi Jinping a été encore plus explicite : « *Les forces patriotiques à Taïwan doivent être encouragées et gagner en puissance pour unifier [la Nation]*, a-t-il écrit dans un article publié le 15 janvier par Qiushi (齐世, *Rechercher la vérité*), le magazine du Parti communiste. *Les actes séparatistes pour l'indépendance de Taïwan doivent être rejetés. La réunification complète de la mère-patrie doit aller de l'avant.* »

Le bureau chinois des Affaires de Taïwan, par la voix de son porte-parole Chen Binhua, a complété : « *Nous nous opposerons fermement aux activités séparatistes visant à l'indépendance de Taïwan ainsi qu'à l'ingérence étrangère.* » Ce dernier terme vise principalement les États-Unis qui sont

aujourd'hui l'un des très rares pays fournissant des armes à Taïwan. Une délégation informelle envoyée par Washington est d'ailleurs arrivée dès le 14 janvier dans l'île pour marquer le soutien américain à ce processus démocratique mené à bien la veille. Cette délégation était composée de l'ancien conseiller à la Sécurité nationale Stephen Hadley, de l'ex-secrétaire d'État adjoint James Steinberg et de la présidente de l'Institut américain à Taïwan Laura Rosenberger. La délégation bipartisane a rencontré la présidente taïwanais sortante Tsai Ing-wen pour lui transmettre « *les félicitations du peuple américain à Taïwan pour le succès des élections* », selon un communiqué de Washington.

Illustration de la proximité politique entre Taïwan et les États-Unis, le secrétaire d'État Antony Blinken a fait parvenir au président-élu taïwanais un message de félicitations personnel : « *Nous nous attendons à travailler avec le D^r. Lai et avec les dirigeants taïwanais de tous les partis pour faire avancer nos intérêts et nos valeurs communes. [Les États-Unis] s'engagent à maintenir la paix et la stabilité entre les deux rives du continent chinois et de Taïwan.* » Blinken a néanmoins précisé que la collaboration entre Washington et Pékin s'appliquait dans le cadre d'une « *relation de longue date non officielle* » qui respecte le concept d'une seule Chine observée par les États-Unis. Ce message dont la teneur est proche d'une reconnaissance de Taïwan comme un État n'a pas manqué de déclencher la fureur de Pékin qui a dénoncé dans un communiqué « *une violation par Washington de son engagement à ne maintenir avec Taïwan que des relations non officielles* ».

La France a elle-même salué le 14 janvier la tenue des élections et le Quai d'Orsay a adressé ses « *félicitations* » aux électeurs et candidats « *ayant participé à cet exercice démocratique* », sans mentionner nommément le président-élu Lai Ching-te. « *Nous réaffirmons le caractère crucial de la paix et de la stabilité dans le détroit de Taïwan, appelons au respect du statu quo par toutes les parties, et espérons une reprise du dialogue entre les deux rives du détroit* », a conclu le communiqué de la diplomatie française.

ÉQUATION À PLUSIEURS INCONNUES

C'est au terme d'une campagne marquée par une forte pression diplomatique et militaire de la Chine que Lai Ching-te a remporté à 64 ans cette élection présidentielle à un tour. Il prendra ses fonctions le 20 mai prochain, aux côtés de sa vice-présidente Hsiao Bi-khim (郝碧霞), ancienne représentante de Taipei à Washington. Lai a promis de « *protéger Taïwan des menaces et intimidations continues de la Chine* ». Dans un communiqué publié le 14 janvier, le ministère des Affaires étrangères à Taipei a, lui, appelé la Chine communiste à « *respecter les résultats de l'élection, à faire face à la réalité et à renoncer à réprimer Taïwan* ».

Habitués aux menaces chinoises, les Taïwanais ont fait le choix de la continuité. Ils ont préféré Lai Ching-te, honni par Pékin, plutôt que Hou Yu-ih (侯友宜), candidat du Kuomintang (KMT), ou Ko Wen-je, du Parti populaire de Taiwan (TPP), deux opposants favorables à des relations plus étroites avec la Chine. Il s'agit de la troisième victoire consécutive du DPP à la présidentielle, du jamais vu dans la jeune démocratie taïwanaise.

« *Nous avons montré au monde combien nous chérissions la démocratie* », s'est réjoui le nouveau président, devant des dizaines de milliers de partisans venus célébrer sa victoire le 13 janvier au soir à Taipei. « *Taïwan a remporté une victoire pour la communauté des démocraties, s'est-il félicité. Nous resterons du côté des démocraties. [...] Seul le peuple de Taïwan a le droit de choisir son propre président.* »

Pour Lai Ching-te, la tâche à venir sera probablement herculéenne. En filigrane, les pressions chinoises vont certainement s'intensifier encore, les stratèges du PCC sachant pertinemment

l'existence de deux inconnues qui se présentent à lui.

Primo, les jours et semaines qui viennent seront cruciaux car Pékin pourrait bien très fortement hausser le ton, explique Lev Nachmann, chercheur à l'Université Nationale Chengchi de Taipei, cité par le magazine nippon Nikkei Asia. « *Taiwan va se retrouver confrontée soit à des exercices militaires chinois très sonores, similaires à ceux qui avaient suivi la visite de [l'ancienne présidente de la Chambre américaine des Représentants] Nancy Pelosi au cours de l'été 2022, soit à une panoplie de menaces militaires plus discrètes combinées à une rhétorique brutale.* » Le test sera l'attitude de Pékin à l'approche de l'investiture de Lai le 20 mai. De plus, le Kuomintang pourrait être tenté de tirer parti de la bellicosité qui sera exprimée par le régime chinois pour conforter ses positions dans la population taïwanaise.

La deuxième inconnue vient de la nouvelle donne politique dans l'île. La victoire de William Lai, malgré son score honorable, est loin d'être totale. Le DPP a perdu sa majorité au parlement, ne remportant que 51 sièges contre 52 au Kuomintang, tandis que le TPP en a gagné 8, des candidats non inscrits ayant obtenu 2 sièges. Le TPP se retrouve ainsi dans une position d'arbitre pour apporter son soutien au DPP ou au Kuomintang en fonction des gains qu'il trouvera auprès de l'un ou de l'autre. Peu après l'annonce des résultats définitifs du vote le 13 janvier, le candidat du TPP Ko Wen-je a déclaré que son parti jouerait le rôle d'une « *minorité critique* ». Le candidat du Kuomintang Hou Yu-ih a, quant à lui, refusé de dire si les deux partis d'opposition allaient faire cause commune contre le gouvernement, se contentant d'un truisme : « *Les partis d'opposition auront la responsabilité d'être des partis d'opposition.* »

William Lai devra donc composer avec ses opposants pour gouverner, un exercice qui s'avère compliqué sinon même tumultueux. « *Le prochain gouvernement Lai, en particulier ses projets de loi et son budget, seront scrutés avec beaucoup plus de pressions de la part des élus que [pendant les deux mandats] de l'administration Tsai, analyse Jing Bo-jiun, un chercheur de haut rang à l'université d'Oxford, cité par le média japonais. [Le président-élu] Lai va aussi faire face à une fatigue plus prononcée des électeurs vis-à-vis du DPP qui comptera 12 ans de pouvoir en 2028* », année de la prochaine élection présidentielle. Cette situation politique est inédite à Taïwan et comporte donc de fortes incertitudes pour l'avenir de la démocratie dans l'île.

Lei Fei-fan, un ancien secrétaire général adjoint du DPP aujourd'hui membre d'un think tank influent à Taïwan, s'est dit « *assez inquiet* » du fait que le nouveau gouvernement connaîtra « *une période très difficile* » pendant les quatre années à venir, en particulier sur les questions liées aux relations entre Taïwan et la Chine communiste. Selon Lei, cité par l'agence Reuters, l'opposition au parlement pourrait être tentée de renforcer ses échanges avec Pékin.

« **COMPÉTITION DU SIÈCLE** »

Ainsi, aux yeux de certains analystes, le Parti communiste chinois pourrait tirer parti de cette nouvelle donne politique interne pour traiter directement avec les personnalités de l'opposition taïwanaise. Et d'ignorer le gouvernement installé par Lai Ching-te. Pékin pourrait par exemple inviter en Chine des personnalités en vue de l'opposition ou décréter des embargos sur l'importation de certains produits taïwanais afin d'affaiblir l'autorité de Lai et de son gouvernement. « *Il pourrait bien surgir de fortes tensions entre le palais présidentiel et les élus* » de Taïwan tandis que « *les ingérences de Pékin dans les affaires taïwanaises vont elles aussi s'intensifier* », craint Michael Fahey, un avocat et commentateur américain établi à Taïwan, cité par le Nikkei Asia.

Le régime chinois garde le même objectif : isoler Taïwan sur la scène internationale, semer le doute au sein de la population taïwanaise dans le but ultime de rattacher l'île au continent, si possible sans

devoir déclencher une offensive militaire. D'ailleurs, l'un des pays entretenant des relations diplomatiques avec Taïpei, Nauru, une petite île du Pacifique, a annoncé le 15 janvier rompre avec Taïpei et reconnaître dans la foulée la République populaire de Chine. Désormais, seuls 12 pays maintiennent encore des relations officielles avec Taïwan.

Cependant, nuance Su Tzu-yun, un influent chercheur de l'Institute for National Defence and Security Research, un think tank proche des milieux militaires à Taïwan, il est peu probable que Xi Jinping décide d'actions militaires offensives dans les mois à venir. « *Il va observer ce que va dire Lai Ching-te d'ici son investiture. Le Parti communiste chinois est très réaliste. Ce qu'il ne supporte pas, c'est le risque politique.* »

Les autorités chinoises affirment depuis des décennies que la « *réunification* » de Taïwan au continent est inéluctable, par la force si nécessaire. Ces dernières années, Xi Jinping a été clair : il s'agit là d'une « *cause sacrée* » qui doit être menée à bien par la génération présente. À la veille du scrutin taïwanais, Zhang Xiaogang, porte-parole du ministère chinois de la Défense, avait averti que l'Armée populaire de libération ne manquerait pas « *d'écraser* » toute velléité d'indépendance dans l'île.

En dépit de la victoire du DPP et de l'élection de Lai Ching-te le 13 janvier, l'avenir de Taïwan est tout sauf sûr, tant sont grandes les incertitudes à la fois géopolitiques, politiques, militaires et sociétales dans l'île comme aux États-Unis, en Asie et en Europe. Si Washington a toujours réaffirmé son soutien à Taïpei depuis l'arrivée au pouvoir du président Joe Biden, l'armée américaine est aujourd'hui engagée sur trois fronts : l'Asie de l'Est, l'Ukraine et depuis le 7 octobre, le Moyen-Orient. Sans compter les élections présidentielles aux États-Unis en novembre prochain : la campagne des primaires qui a commencé le 15 janvier s'avère très risquée pour un Joe Biden candidat à sa réélection à l'âge de 81 ans.

L'avenir de l'île n'en est pas moins crucial. La Chine traverse une profonde et inédite crise économique et sociale, tandis que la force militaire des Américains reste impressionnante, combinée avec l'intérêt des pays démocratiques pour Taïwan avec qui le courant de solidarité ne cesse de croître. Le 15 janvier, l'un des meilleurs spécialistes de l'île, J. Michael Cole, chercheur au Global Taiwan Institute, posait ainsi, dans *Foreign Affairs*, l'enjeu mondial lié au sort de Taïpei : « *Taïwan est au cœur de la compétition du siècle, celle qui déterminera si l'ordre international établi perdurera ou s'il sera remplacé par l'autoritarisme.* » Par Pierre-Antoine Donnet

Pierre-Antoine Donnet

P.-S.

• Asialyst. Publié 19 Janvier 2024. Mis à jour 20 Janvier 2024 :
<https://asialyst.com/fr/2024/01/19/taiwan-victoire-pleine-incertitudes-william-lai/>

• Ancien journaliste à l'AFP, Pierre-Antoine Donnet est l'auteur d'une quinzaine d'ouvrages consacrés à la Chine, au Japon, au Tibet, à l'Inde et aux grands défis asiatiques. En 2020, cet ancien correspondant à Pékin a publié « *Le leadership mondial en question, L'affrontement entre la Chine et les États-Unis* » aux Éditions de l'Aube. Il est aussi l'auteur de « *Tibet mort ou vif* », paru chez Gallimard en 1990 et réédité en 2019 dans une version mise à jour et augmentée. Après « *Chine, le*

grand prédateur », paru en 2021 aux Éditions de l'Aube, il a dirigé fin 2022 l'ouvrage collectif « Le Dossier chinois » (Cherche Midi), puis début 2023 « Confucius aujourd'hui, un héritage universaliste » (L'Aube).

Soutenez-nous !

Asialyst est conçu par une équipe composée à 100 % de bénévoles et grâce à un réseau de contributeurs en Asie ou ailleurs, journalistes, experts, universitaires, consultants ou anciens diplomates... Notre seul but : partager la connaissance de l'Asie au plus large public.

[Faire un don](#)